

16 février 2006 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République, dans le quotidien thaïlandais "The Nation" du 16 février 2006, notamment sur les relations franco-thaïlandaises.

QUESTION - Merci beaucoup de me recevoir, Monsieur le Président. Nous sommes ravis de vous accueillir en visite d'Etat en Thaïlande. C'est la première visite d'un chef d'Etat français depuis 321 ans ! Quels sont vos sentiments, à la veille de votre arrivée ?

LE PRESIDENT - Je suis particulièrement heureux de répondre à l'invitation de Leurs Majesté le Roi BHUMIBOL ADULYADEJ et la Reine SIRIKIT, pour lesquelles les Français éprouvent des sentiments de profond respect.

Et je suis très heureux de me rendre, une fois de plus, en Thaïlande. Je dis « une fois de plus », car ce n'est pas ma première visite en Thaïlande.

Je suis heureux pour bien des raisons. La première, c'est que j'ai un grand intérêt et une grande admiration pour l'art et la civilisation thaïlandaise, et ce depuis longtemps. J'ai eu l'occasion de visiter quelques sites en Thaïlande et j'en ai toujours été très admiratif. Je suis heureux d'y aller à nouveau, c'est un pays dont j'aime et je respecte la civilisation.

La seconde raison, c'est qu'il y a, en Thaïlande, un art de vivre particulièrement agréable et une très grande qualité d'accueil. Les gens y sont chaleureux et sympathiques. Quand on se promène dans Bangkok, on constate cette harmonie entre la modernité et la tradition.

La troisième raison est économique. La Thaïlande connaît aujourd'hui un développement considérable et, à mon avis, de nature à se poursuivre et s'amplifier. Cela justifie de vouloir développer des liens économiques plus forts. La France est le deuxième partenaire commercial de la Thaïlande en Europe, les liens sont déjà forts et nous avons des intérêts communs. Les projets prévus par le Premier ministre sont très ambitieux et, dans bien des domaines, ils sont de nature à favoriser une coopération étroite entre la Thaïlande et la France.

Enfin, il est une quatrième raison, de nature politique -et je ne porte pas de jugement de politique intérieure bien entendu. La Thaïlande est aujourd'hui un pays stable, une démocratie, et il est très important pour la France d'avoir une relation politique stable et chaleureuse avec un tel pays, qui est au coeur du développement de l'Asie. Nous avons d'ailleurs, comme vous l'avez dit, des relations qui sont vieilles de plus de trois siècles.

QUESTION - Quelles sont vos attentes de ce voyage historique ?

LE PRESIDENT - Les visites d'État sont toujours un moment hautement symbolique dans les relations entre les pays. Celle-ci sera l'occasion pour la Thaïlande et la France de célébrer la longue histoire de leurs relations, mais aussi et surtout de donner à cette relation séculaire de nouvelles perspectives, à la mesure de la place qu'occupe votre pays dont l'évolution démocratique et l'envol économique ont été exemplaires.

Elle sera également l'occasion pour les Thaïlandais de mieux connaître la France, et pour les Français de découvrir la modernité de la Thaïlande où ils sont de plus en plus nombreux à se rendre.

Enfin, quand la Thaïlande a été frappé par le tsunami, chaque Français s'est senti blessé, solidaire, mais aussi reconnaissant de l'aide apportée à nos compatriotes. Ce sont des gestes qui comptent et qui rapprochent les peuples. Je suis heureux que ma venue à Bangkok me permette d'exprimer ma gratitude et celle de mes compatriotes. en même temps que de rendre hommage

... exprimer ma gratitude et celle de mes compatriotes, en même temps que de rendre hommage à la mémoire des victimes de cette tragédie.

QUESTION - Avez-vous déjà rencontré le Roi ?

LE PRESIDENT - J'ai brièvement rencontré Sa Majesté quand il était jeune. J'ai aussi eu l'occasion de lui rendre visite, il y a une quinzaine d'années, lorsque j'étais Maire de Paris. J'avais effectué un voyage en Thaïlande, où j'avais rencontré le Gouverneur de Bangkok, et Sa Majesté m'avait fait l'honneur de me recevoir. Nous avons eu un entretien passionnant sur l'agriculture et, en particulier, l'élevage. Il est très compétent en matière agricole, entre autres domaines, et il connaissait très bien les problèmes de l'élevage. Il m'avait d'ailleurs montré sa ferme, où il y avait de très beaux animaux, en particulier des bovins. Et il avait l'intention d'importer du bétail de ma région, le Limousin.

QUESTION - Dans quelle langue aviez vous parlé ? Vous savez que le Roi parle français...

LE PRESIDENT - Oui, oui, je le sais, mais le protocole imposait que Sa Majesté parle en thaï et moi en français, avec l'aide d'un interprète.

QUESTION - Il deviendra cette année le monarque qui a régné le plus longtemps du monde.

LE PRESIDENT - Oui, 60 ans !

QUESTION - C'est donc une visite particulière, car vous allez être le premier invité officiel à venir dans notre pays en cette année glorieuse...

LE PRESIDENT - Je m'en réjouis beaucoup. Je me réjouis en particulier que Sa Majesté veuille bien donner un dîner en mon honneur.

Nous aurons aussi des entretiens approfondis, notamment sur les questions économiques avec le Premier ministre et nous aurons une réunion économique avec des responsables des milieux économiques de France et de Thaïlande. Vous savez que j'emmène avec moi un certain nombre de chefs d'entreprise. D'ailleurs, dès que l'on a su que je faisais ce voyage, de nombreux chefs d'entreprise ont demandé à m'accompagner. Je ne peux emmener tout le monde, naturellement, mais ils seront tout de même au moins une trentaine. J'ai fait un choix parmi les grandes, les moyennes et les petites entreprises.

Vous savez que nous avons près de 350 entreprises françaises implantées en Thaïlande. Nous avons un plan de développement de l'implantation des entreprises françaises qui vise à en doubler le nombre, en quelques années. Car il y a un sentiment très positif chez les hommes d'affaires français en faveur de la Thaïlande, et beaucoup de confiance.

QUESTION - Etes-vous satisfait du niveau actuel de la coopération entre la France et la Thaïlande, qui a plus de 300 ans ? Est-ce que le plan d'action franco-thaïlandais signé en 2004 a permis d'accélérer cette coopération bilatérale ?

LE PRESIDENT - Je suis très confiant dans l'avenir de nos relations. Trois cents ans d'amitié ont créé une base solide sur laquelle il ne tient qu'à nous de construire. Nous avons adopté, avec le Premier Ministre, M. Thaksin SHINAWATRA, un plan d'action bilatéral en 2003. Ses objectifs sont d'ores et déjà atteints dans tous les domaines. Nous pouvons donc maintenant aller plus loin.

Nos relations politiques ont pris leur essor. J'ai reçu le Premier ministre en France à deux reprises depuis 2003. Nous nous sommes rencontrés à l'occasion des Sommets de l'ASEM. Votre pays sait qu'il peut compter sur l'appui de la France, comme ce fut le cas pour l'accès de la crevette thaïlandaise au marché européen, dossier sur lequel j'ai été en contact direct avec le Premier ministre.

Nos échanges culturels et humains connaissent des développements prometteurs. La Thaïlande et la France ont tissé un réseau exceptionnel de coopérations scientifiques et techniques qui se développe très rapidement.

QUESTION - L'an dernier, nos échanges commerciaux ont représenté moins de 3 milliards d'euros, ce qui est peu, en comparaison avec d'autres pays. Quels sont les moyens concrets de lever les barrières commerciales et favoriser les échanges ?

LE PRESIDENT - Nos échanges commerciaux ne sont pas suffisants. Pourtant, nos entreprises ont tous les atouts pour répondre aux besoins de la Thaïlande, tels que les définit par exemple le programme « Thaïlande, un Partenaire de Développement ».

J'observe cependant des progrès rapides. Au premier semestre 2005, nos échanges ont augmenté de 35 %. En Europe, la France est maintenant le deuxième fournisseur de la Thaïlande et le troisième investisseur, avec un stock d'investissement supérieur à 520 MUSD, ce qui témoigne de la confiance des entreprises françaises dans le développement du Royaume. Un autre signe de cet intérêt est la délégation de chefs d'entreprise qui m'accompagne à Bangkok. Au cours des derniers mois, Suez Energie, Sanofi, Saint Gobain, Michelin ont fait de nouveaux investissements d'importance. Nous voulons mobiliser quatre cents entreprises supplémentaires dans les prochains mois.

Des obstacles tarifaires et non tarifaires sur certains produits d'excellence française, comme l'agro-alimentaire, l'industrie du luxe ou l'automobile par exemple, pénalisent les exportations françaises. Des progrès dans ce domaine faciliteraient le renforcement de nos relations.

QUESTION - Pour vous la Thaïlande est-elle au coeur de la politique de la France en Asie du sud-est ?

LE PRESIDENT - Oui, sans aucun doute. La Thaïlande a une vocation naturelle, compte tenu de son poids politique et de sa situation géographique, à être un élément essentiel d'une stratégie politique de l'Europe, en général, et de la France, en particulier, en direction de l'Asie.

Vous savez, nos liens politiques sont anciens. Nous célébrons cette année le 320ème anniversaire de la célèbre ambassade du Siam à la Cour de Versailles et le 150ème anniversaire du premier traité d'amitié franco-thaïlandais voulu par Sa Majesté le Roi Rama IV et par Napoléon III.

QUESTION - Vous souhaitez renforcer la coopération entre la Thaïlande et la France sur le plan économique, sur le plan sécuritaire aussi ?

LE PRESIDENT - Sur le plan économique, nos relations sont bonnes et elles sont susceptibles de se développer beaucoup, notamment en raison du progrès économique de la Thaïlande et de ses grands projets. Je souhaite donner une impulsion à ce développement.

Sur le plan de la sécurité, nous souhaitons également renforcer nos liens avec la Thaïlande. C'est l'un des sujets que nous discuterons avec le Premier ministre. Je crois qu'il est tout à fait légitime et naturel que nous renforçons nos liens en la matière. D'ailleurs, ces liens sont anciens : le Roi Rama VII n'était-il pas l'un des compagnons du général de GAULLE à l'Ecole de guerre ?

QUESTION - La Thaïlande et la France ont une longue histoire et tradition diplomatiques, au service de la paix et de la stabilité dans leur région respective. Pourquoi n'ont-elles jamais pris d'initiative commune en ce domaine ? La France souhaite-t-elle toujours devenir membre du Forum régional de l'ASEAN ?

LE PRESIDENT - Nos deux pays partagent une vision commune des relations internationales, à la recherche de la paix et de l'harmonie. Nous avons été, avec Singapour, les principaux promoteurs du dialogue entre l'ASEAN et l'Union Européenne. La Thaïlande et la France furent au coeur du projet de dialogue Asie-Europe, dont le premier sommet s'est tenu à Bangkok en 1996.

Ensemble, nous avons promu la diversité culturelle à l'UNESCO. Nous avons participé côte à côte à la force des Nations Unies au Timor Oriental ainsi qu'à l'Aceh Monitoring Mission (AMM).

Pour marquer cet engagement de la France, j'ai souhaité annoncer, à Bangkok, où l'acte fondateur de l'ASEAN a été édicté, notre disponibilité à nous associer au Traité d'amitié et de Coopération (TAC) de l'ASEAN.

QUESTION - Depuis 1999, la Thaïlande et la France discutent des questions stratégiques et de sécurité dans le but de développer un dialogue entre l'Europe et l'Asie. Par quels types d'activités et de programmes pensez-vous que la Thaïlande et l'ASEAN, d'une part, et la France et l'Europe, d'autre part, peuvent lutter ensemble contre le terrorisme ?

LE PRESIDENT - Le monde est confronté à des menaces qui se jouent des frontières et qui nous affectent tous. Terrorisme, piraterie, crime organisé exigent une mobilisation intense et permanente et le renforcement de nos coopérations. C'est pourquoi l'Europe s'est engagée, notamment avec les pays de l'ASEAN dans une politique ambitieuse d'échanges d'expérience, de stages de formation, de dons de matériels, soit sur une base bilatérale, soit dans le cadre du groupe de travail du G8 contre le terrorisme.

Face aux risques stratégiques, la France a été l'un des premiers pays européens à établir un

dialogue formel et régulier avec ses partenaires asiatiques. Nous parlons avec le Japon, la Chine, l'Inde, la Corée du Sud, Singapour, la Malaisie et la Thaïlande de toutes les questions de sécurité internationale, de non-prolifération, de défense et d'armement.

QUESTION - Comment la France et la Thaïlande, en tant que membres de l'ASEM, peuvent-elles travailler ensemble ?

LE PRESIDENT - Depuis le Sommet de Bangkok en 1996, les sommets de l'ASEM sont l'occasion d'échanges approfondis sur les principales questions politique et de sécurité, de la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive à la réforme des Nations-Unies. Nos deux pays y veillent. La Thaïlande et la France, par la proximité de leurs sensibilités, sont en contact régulier pour alimenter la réflexion de nos partenaires européens et asiatiques.

Au cours de ce déplacement, je consulterai la Thaïlande sur l'idée d'associer davantage M. Javier SOLANA, notre Haut représentant pour la politique européenne et de sécurité commune, à nos travaux afin de renforcer les liens institutionnels entre l'Union européenne et l'ASEM. Je sais que du côté thaïlandais, on réfléchit aussi au moyen de dynamiser les travaux de cette instance.

J'attends beaucoup de ces échanges pour renforcer encore les relations entre l'Asie et l'Europe.

QUESTION - L'émergence de la Communauté de l'Asie de l'Est représente-t-elle une menace pour l'Union européenne ?

LE PRESIDENT - Au contraire ! L'intégration régionale est facteur de paix, de stabilité et de croissance. La France suit avec la plus grande attention l'émergence des institutions nouvelles de coopération et s'y associe souvent comme partenaire de développement.

QUESTION - Quelle est la perspective d'un accord de libre-échange entre l'UE et l'ASEAN pour 2010 ?

LE PRESIDENT - La France se réjouit des progrès de la coopération économique et monétaire asiatique autour de l'ASEAN dont la Thaïlande est un acteur clé. Elle y voit un élément important pour la stabilité et la croissance de toute la région. L'Union européenne et la France sont désireuses de renforcer les liens économiques et commerciaux avec l'ASEAN et ses membres, comme l'illustrent l'accord de partenariat en cours de négociation et les travaux du « Vision Group » sur la perspective d'un accord de libre-échange.

QUESTION - Comment considérez-vous l'essor de la Chine, son impact sur l'Asie et sur la relation euro-asiatique en général ?

LE PRESIDENT - La montée en puissance de la Chine est un des phénomènes majeurs de notre temps. Il dépend de nous de savoir tirer parti de cette évolution pour construire un monde multipolaire harmonieux.

Déjà la Chine, membre permanent du conseil de sécurité de longue date, participe pleinement aux efforts pour assurer la paix et la sécurité internationales ou lutter contre les dangers de la prolifération des armes de destruction massives. Elle apporte une contribution croissante aux opérations humanitaires ou de maintien de la paix de l'ONU.

Il faut aussi que ce grand pays puisse tenir toute sa place et prendre toutes ses responsabilités dans les enceintes multilatérales formelles ou informelles où sont discutés les grands défis économiques, écologiques, culturels et sociaux auxquels nous confronte désormais la mondialisation.

La France entretient avec la Chine un dialogue stratégique confiant qui permet d'aborder toutes les questions et qui, je crois, va dans cette direction

Je pense enfin que la croissance économique impressionnante de la Chine doit lui permettre de parachever sa mutation économique et sociale en progressant résolument dans la voie de la démocratie et des libertés.

QUESTION - Une question sur la Birmanie : Aung SAN SUU KYI est en résidence surveillée depuis quatorze ans, et la France va occuper la Présidence du Conseil de Sécurité en juin, pour un mois. On va essayer de mettre la question birmane à l'ordre du jour du Conseil de sécurité...

LE PRESIDENT - Vous connaissez ma position sur la Birmanie : nous désapprouvons ce régime et nous militons pour la libération de tous les prisonniers politiques et, en particulier, d'Aung SAN SUU KYI. Nous sommes pour la démocratie et le retour aux libertés. Bien entendu, le rôle essentiel en ce domaine appartient aux pays asiatiques.

économier en ce domaine appartient aux pays développés.

QUESTION - J'aime bien votre idée de taxation sur les billets d'avion. Comment la Thaïlande pourrait-elle vous aider en tant que pays bailleur de fonds et pays en développement ?

LE PRESIDENT - Le problème du développement sera de plus en plus un problème majeur l'équilibre du monde. Nous n'arriverons pas à atteindre les objectifs fixés par l'ONU pour le développement uniquement avec les contributions budgétaires des Etats. Si l'on ne change pas les choses, nous assisterons en réalité à la régression des pays en développement, avec tous les inconvénients que cela comporte sur le plan moral et sur le plan politique.

Donc nous devons trouver des financements innovants. Avec quelques chefs d'Etat, nous avons lancé une campagne en faveur de cette idée. Comme il faut un début à tout, j'ai proposé, à titre expérimental, pour commencer, une taxe sur les transports aériens. Cette taxe n'entravera en rien le transport aérien, qui crée -je le note au passage- beaucoup de pollution et ne paye rien en contrepartie. Le bénéfice de cette taxe expérimentale serait affecté à la lutte contre les grandes pandémies, telles le SIDA, la tuberculose et le paludisme.

J'espère de la Thaïlande trois choses. Premièrement, son soutien -et c'est d'ailleurs le cas. Deuxièmement, je me réjouis qu'elle participe, à un niveau ministériel, à la réunion internationale que nous accueillons fin février à Paris avec les 70 pays qui ont accepté le principe de cette taxation, pour discuter des modalités de sa mise en oeuvre. Et, troisièmement, qu'elle soit l'un des premiers pays, avec la France, à montrer l'exemple en instituant la taxe elle-même.

QUESTION - Pensez-vous que les pays en développement vont se rallier rapidement à cette idée ?

LE PRESIDENT - Oui, les pays en développement, sans aucun doute, car c'est dans leur intérêt. Ce que je souhaite, c'est que les pays développés, tels la France, la Thaïlande, ou les Etats-Unis, s'engagent eux aussi.

QUESTION - Comment évaluez-vous la candidature thaïlandaise au poste de Secrétaire général des Nations Unies ?

LE PRESIDENT - Il est tout à fait légitime que la Thaïlande, grand pays attaché à la paix, ait décidé de présenter un candidat. J'ai d'ailleurs eu l'occasion de rencontrer à plusieurs reprises le vice Premier ministre, M. Surakiart SATHIRATHAI, homme expérimenté et respecté. Le moment venu, la France discutera avec ses partenaires du choix du prochain Secrétaire général. Elle le fera en ayant à coeur que le successeur de Kofi ANNAN sache rassembler sur son nom la communauté internationale & qu'il réunisse toutes les grandes compétences et l'autorité qu'exige le bon exercice de cette éminente fonction & qu'il puisse, enfin, s'exprimer et travailler dans les deux langues de travail des Nations Unies, l'anglais et le français.